



Paris, le 4 décembre 2009

A Mesdames et Messieurs les Présidents d'Université

Madame la Présidente et Chère Collègue,
Monsieur le Président et Cher Collègue,

Depuis maintenant 18 mois, la réforme de la formation et du recrutement des enseignants qui devrait conduire à une élévation du niveau de qualification des enseignants à celui du diplôme de master suscite des débats vifs. Pour mettre en œuvre son projet, le gouvernement, contre l'avis quasi unanime de la communauté universitaire, préfère le passage en force à toute concertation sérieuse. C'est inacceptable au regard des enjeux liés à la formation et au recrutement des enseignants, et plus largement au devenir des jeunes et de la société.

Alors que l'échec scolaire et les difficultés sociales grandissantes de nombreux élèves rendent nécessaire l'amélioration de la formation des futurs enseignants, ils pourront, tout au plus, suivre dans leur cursus des stages (non obligatoires, en nombre insuffisant et sans année complète rémunérée de formation post-concours) et quelques modules optionnels, dilapidant ainsi le potentiel de formation et de recherche des IUFM. L'absence d'aide et de pré-recrutement pour les étudiants qui verront leur durée d'études s'allonger, affaiblira la diversité sociale. L'offre de masters risque d'être déstructurée dans son ensemble. Par ailleurs, c'est tout le potentiel de formation à la recherche et plus généralement la recherche elle-même qui se verraient durablement affaiblis. Au-delà, devant les suppressions massives de postes dans l'éducation nationale, c'est la mise en extinction des concours de la fonction publique qui s'annonce.

Le SNESUP demande le retrait de cette réforme de la formation des enseignants, des décrets publiés et la discussion d'un tout autre projet.

La capacité à développer des formations de haut niveau intégrant harmonieusement, disciplines universitaires et savoirs professionnels en lien avec la recherche, alliant les potentiels avérés des UFR et des IUFM, est un atout important de l'Université. Tout changement dans le dispositif de formation des enseignants doit être porteur de progrès et non de régressions. Permettre aux futurs enseignants du service public d'éducation de mettre pleinement à profit leur autonomie pédagogique pour mieux prendre en charge l'ensemble des élèves est un levier fondamental pour réussir la démocratisation du système éducatif.

Dans le cadre de la journée nationale de mobilisation du mardi 15 décembre dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, dont les IUFM, à l'initiative d'une intersyndicale extrêmement large¹ pour laquelle nous déposons un préavis de grève, nous vous demandons de banaliser pour tous les personnels et les étudiants tout ou partie de la journée et de mettre à disposition des locaux appropriés pour que tous puissent débattre dans de bonnes conditions de questions qui relèvent de choix de société.

Parce que « Enseigner est un métier qui s'apprend ! », parce que c'est l'avenir des jeunes qui est en cause, nous refusons la réforme actuelle de la formation des enseignants et exigeons d'autres choix !.

Veuillez agréer, Madame la Présidente et chère collègue, Monsieur le Président et cher collègue, nos sincères salutations.

Stéphane TASSEL
Secrétaire Général

Michelle LAUTON
Secrétaire Générale Adjointe.

¹ [Communique intersyndical](#): UNEF - FSU, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, SNUEP-FSU, SNESUP-FSU, SNEP-FSU – Fédération UNSA Education, SE UNSA, Sup Recherche UNSA, A et I UNSA, SNPTES UNSA, SI.EN UNSA - SGEN CFDT – FERC Sup CGT, CGT Educ'Action – FCPE – UNL – FIDL

Syndicat National de l'Enseignement Supérieur – FSU

78, rue du Faubourg Saint-Denis – 75010 – PARIS

Tél. : 01. 44. 79. 96. 21. – Fax : 01. 42. 46. 26. 56.